

Retraité·es, salarié·es, jeunes, privé·es d'emploi Nous ne sommes pas les responsables de la crise !

Après le succès de la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre, l'ensemble des organisations syndicales avait lancé un **ultimatum au gouvernement**.

Reçues par le Premier ministre, elles espéraient **des réponses concrètes** aux revendications exprimées par les travailleuses, les travailleurs, les retraité·es, les jeunes et les privé·es d'emploi.

Mais l'intersyndicale déplore une occasion manquée.

Aucune réponse claire n'a été apportée à la colère sociale grandissante. Le Premier ministre a déclaré **ne pas connaître** le contenu final du budget 2026, alors que nous attendions **au minimum des orientations précises**. Aucune rupture annoncée avec les mesures d'austérité de juillet. Aucun engagement vers une politique de **justice sociale et fiscale**.

Les retraité·es, boucs émissaires désignés

Depuis des mois, le gouvernement et le patronat désignent **les retraité·es comme responsables du déficit public**.

Ils les accusent d'« **abuser** » **des droits sociaux** acquis après la guerre, d'être trop nombreux, trop coûteux, trop « privilégiés ».

Selon eux, leur patrimoine ou leur épargne serait « indécente » et devrait être mis à contribution.

C'est inacceptable et mensonger.

👉 55 % des 17 millions de retraité·es perçoivent une pension **inférieure au SMIC**

👉 60 % **ne partent jamais en vacances**

👉 Beaucoup doivent **choisir entre se soigner, se chauffer ou manger correctement**

Un plan d'austérité déguisé

Le Premier ministre n'a **pas démenti** les annonces de François Bayrou du 15 juillet :

Faire peser sur les retraité·es une grande partie des **43,8 milliards d'euros d'économies**.

▼ Concrètement, cela veut dire :

- Gel et désindexation des pensions jusqu'en 2030
- Suppression de l'abattement fiscal de 10 %
- Doublement des franchises et forfaits médicaux
- Remise en cause des Affections Longue Durée (ALD)
- Hausse de la CSG...

👉 Ce sont **90 % des retraité·es** qui verraient leur revenu **baisser durablement**.

Des choix politiques injustes

Notre système de protection sociale **n'est pas en déficit**, il **manque de recettes** à cause de :

- Politiques d'exonérations massives pour les entreprises
- Aides publiques sans condition ni contrôle (211 milliards d'euros selon un rapport sénatorial)
- Refus de taxer les plus hauts revenus

Le gouvernement fait le choix de **l'austérité** au lieu de **la solidarité**.
Il appauvrit les retraité·es, les salarié·es, les plus modestes, pendant que les plus riches continuent de profiter d'un système injuste.

Mobilisons-nous pour nos droits, pour la justice sociale !

L'UCR-CGT, ses Unions Syndicales de Retraité·es et ses Unions Fédérales de Retraité·es exigent :

- ✓ Une revalorisation des pensions et retraites de base et complémentaire de 10 % immédiatement ;
- ✓ Un financement de la Sécurité sociale basé sur la cotisation sociale et permettant un droit à la santé et un accès aux soins pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire ;
- ✓ Un financement permettant le développement des hôpitaux et des centres de santé publics en proximité ; | Une loi pluriannuelle et les financements associés pour une prise en charge décente des besoins liés au vieillissement et au grand âge ;
- ✓ Le développement des services publics, accessibles, sur tout le territoire ;
- ✓ Le retrait immédiat des décrets en cours sur les remboursements de la Sécurité sociale.

L'USR - CGT 73

appelle l'ensemble des retraité·es à se mobiliser massivement.

Soyons dans la rue avec les salarié·es, les jeunes, les privé·es d'emplois...

RASSEMBLEMENTS le jeudi 2 octobre à :
LA MOTTE-SERVOLEX devant le MEDEF à 11h
Et CHAMBÉRY devant le Palais de Justice à 14h